



REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

N° 5 Mai – Juillet 2017

## **Les monuments d'art de la ville d'Abidjan : de l'embellissement urbain à la lutte politique (2003-2013)**

### **Monuments of art of the town of Abidjan: from urban embellishment to the political struggle (2003-2013)**

**Barnabé Cossi Houédin**

*Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan/ Côte d'Ivoire  
Institut d'Ethno-Sociologie (IES)  
[huedin@yahoo.fr](mailto:huedin@yahoo.fr)*

**N'Guessan Daniel Djédjé**

*Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan/ Côte d'Ivoire  
Institut d'Ethno-Sociologie (IES)*

#### **Résumé**

Depuis la décennie 2000, l'une des traces de la gouvernance de la ville d'Abidjan est symboliquement dévoilée dans l'édification et la destruction de monuments d'art. En dépit de leur fonction première qui est l'embellissement de la ville et l'existence de dispositions juridiques contribuant à leur valorisation au plan national, ces monuments sont l'objet de conflit et de différentes représentations politiques. L'article aborde leur présence et leur destruction dans la ville d'Abidjan comme des pratiques sociales dans lesquelles se construit et se développe tout un système de structuration : aménagement, domination et marquage spatial, lutte, contrôle et contestation de pouvoir politique.

**Mots clés :** Abidjan ; conflits ; Gouvernance ; Monuments ; Politique.

**Abstract**

Since the decade 2000, one of the traces of the governance of the town of Abidjan is symbolically revealed in the construction and the destruction of monuments of Art. In spite of their first function which is the embellishment of the town and the existence of legal measures contributing to their valorization with the national plan, these monuments are the object of conflict and various political representations. The article approaches their presence and their destruction in the town of Abidjan as of the social practices in which builds itself and a whole system of structuring develops: installation, domination and spatial marking, fight, control and dispute of political power.

**Keywords: Abidjan; conflicts; Governance; Monuments; Policy**

**Introduction**

L'idée de faire d'Abidjan<sup>1</sup>, une ville de référence en Afrique, notamment dans la sous-région ouest africaine n'est pas récente. Avec les premiers chantiers d'aménagements urbains débutés en 1926, la ville a progressivement été dotée d'infrastructures publiques significatives comme la cité administratives, le port<sup>2</sup> et un aéroport<sup>3</sup> de référence, « d'illustres » ponts<sup>4</sup> qui font socialement son prestige (Haeringer, 1985). Si l'on réfère à l'histoire, la particularité de la ville d'Abidjan et son exception parmi les autres villes de la sous-région ouest africaine ont été façonnée peu ou prou avec les projets novateurs et innovants. Ce qui lui vaut encore plusieurs désignations qualifiantes comme celle de « vitrine des villes ivoiriennes », « perle de lagunes », « petit Manhattan » (Steck, 2005 ; Gnamba-Yao, 2014). Dans l'intention de rendre la ville d'Abidjan semblable aux « grandes » villes occidentales, la doter en infrastructures de marques se veut être une tradition et reste par conséquent, la solution sine qua non du défi à construire une ville africaine singulière.

C'est dans cette continuité des innovations en infrastructures qu'à partir de l'année 2003, bien que la crise militaro-politique soit encore à son « paroxysme », qu'Abidjan a été aussi dotée d'une série de monuments<sup>5</sup> à caractères religieux, politique et culturel (Obindé, 2010). En

---

<sup>1</sup> Abidjan est la capitale économique de la Côte d'Ivoire. Du point de vue démographique, cette ville est la plus peuplée des villes ivoirienne. Elle compte environ 4 707 000 habitants soit 20 % de la population totale du pays selon les chiffres officiels de l'Institut National de la Statistique (INS) en 2014. Elle dispose ainsi d'un électorat significatif qu'elle offre à conquérir surtout en période électoral.

<sup>2</sup> Construit en 1951, Abidjan dispose du plus grand port de l'Afrique de l'ouest et le deuxième en Afrique

<sup>3</sup> L'aéroport Félix Houphouët-Boigny est construit en 1970.

<sup>4</sup> Après les ponts Félix-Houphouët-Boigny et Général de Gaulle respectivement construit en 1957 et 1967, le troisième pont dénommé Henri Konan Bédié construit après la crise postélectorale de 2011 est localement désigné comme une œuvre d'art.

<sup>5</sup> Si l'on considère la nature des monuments créés, on peut les classer en deux groupes c'est-à-dire les monuments emblématiques et les monuments commémoratifs. De façon spécifique, au plan religieux, on a la statue de « Saint Jean » (à Cocody) ; au plan politique : les monuments commémoratifs des « Martyrs » (à Adjamé), les monuments rattachés aux figures emblématiques de la scène politique tels que la statue de Félix Houphouët-Boigny (Adjamé), les statues de Philippe

apparence, cette évolution des infrastructures de monuments d'art n'affectent en rien le dynamisme de la ville d'Abidjan.

Et, comme les premiers monuments existants<sup>6</sup>, ces derniers sont sensés contribuer à renforcer les pôles d'attraction esthétiques de la ville, être des points privilégiés de culture, de mémoire et tout simplement de probable investissement en embellissement urbain. D'ailleurs, dans le schéma local de développement lancé au cours de cette période, il semble qu'il devrait s'agir moins d'inventer une ville en rupture avec les référents nationaux que de la faire évoluer de façon « incontournable » vers les référents extérieurs. De ce pas, la création de monuments dans les champs sus mentionnés a été affichée dans l'imaginaire populaire abidjanaise comme étant inscrit dans la logique de renouvellement urbain. Aussi, en tant qu'innovation, allait-il de soi que dans ce contexte de conflit armé, les objectifs associés à ces nouveaux monuments ont été essentiellement ajustés et affichés en vue de renforcer l'image d'Abidjan comme lieu de production de nationalisme ou de renforcement d'une identité collective « en vogue » reflétant surtout celle du parti<sup>7</sup> au pouvoir (Gnabéli, 2002).

Cette politique urbaine en matière de production de monuments d'art aurait été planifiée et promue par l'Etat eu égard à son statut de ville en guerre. Sous l'idéologie du bien commun, les consignes privilégiées à cette époque pour faire accepter ces monuments par les riverains sont entre autre, proclamer la légitimité du régime au pouvoir, défendre l'autonomie de la ville stratégique qu'est Abidjan. Au reste, y valoriser sa citoyenneté passe non seulement par la proclamation de l'identité du FPI mais aussi, par l'acceptation de la conformité entre la lutte politique qu'il mène et le renforcement de son identité au travers des monuments bâtis. De fait, par une telle politique urbaine, l'objectif escompté serait essentiellement l'enracinement de ce parti dans la ville, par la consolidation de son électorat. Mais, parceque qu'une telle manière d'embellir et de façonner l'identité de la ville n'est pas unanimement partagée par les différents acteurs politiques, durant et à la fin de la crise militaire rattachée au

---

Grégoire Yacé et de Boga Doudou (Marcory) ; au plan culturel : les statues de la « liberté » (à Yopougon), d'« Akwaba » et celle des tambourinaires (Port-Bouet).

<sup>6</sup> Les tous premiers monuments ont été construits sous l'ère coloniale avec une relance dans la décennie 1980. On peut aussi parler d'une période intermédiaire avant celle des monuments construits au cours de la crise militaro politique de 2002 à 2011. En 1997 par exemple, les monuments tels que celui de Nanguy Abrogoua pour magnifier le prince Atchan qui fut un guerrier de la lutte contre l'installation et la domination des colons en Côte D'Ivoire, la statue du pêcheur rappelant que le peuple Tchaman est un peuple lagunaire de vocation pêcheur, la statue Félix Houphouët-Boigny, en hommage au premier président de la république de Côte d'Ivoire ont été construits dans la commune d'Adjamé.

<sup>7</sup> Il s'agit du FPI : Front Populaire Ivoirien

même champ (2002-2011), les principaux monuments construits par le régime sortant<sup>8</sup> ont été progressivement inscrits dans les rivalités politiques locales.

Ainsi, afin de remédier à la mobilisation des espaces publics de la ville d'Abidjan à des fins de propagande en faveur du régime de Gbagbo et pour éviter leur association à une seule identité politique, donc déconstruire les formes de monopoles d'identité politique sur cet espace urbain, plusieurs<sup>9</sup> de ces monuments sont l'objet de contestations. A l'observation, la caractéristique essentielle de ces contestations est mise en évidence par leur destruction « pure et simple ». Malgré donc l'existence de dispositions juridiques<sup>10</sup> et institutionnels<sup>11</sup> relatives à la protection et la valorisation de tels monuments au plan national (Unesco, 2012 ; MCC, 2014) la majorité est détruite quand d'autres<sup>12</sup> toujours mis en valeur. Il semblerait même que certains<sup>13</sup> de ces monuments ont été détruits sur la base de critères sélectifs, plus ou moins subjectifs et partisans comme l'origine politique. Même si ce critère de destruction paraît flagrant avec des intentions avouées, il est aussi l'objet de permanents débats publics. L'argument le plus avancé pour justifier la destruction sélective de monuments serait l'étouffement de la rivalité politique avec le pouvoir sortant, la proclamation et l'étalement d'une certaine « justice de vainqueurs de la guerre ». Au nombre de ces monuments, certains ont été détruits du fait de leur implantation sur des sites stratégiques au sein des communes de renom quand d'autres<sup>14</sup> encore le sont au nom de la rénovation urbaine.

---

<sup>8</sup> Il s'agit du régime du Président Laurent Gbagbo, déchu du pouvoir en 2010. Son parti d'origine est le Front Populaire Ivoirien.

<sup>9</sup> Les monuments comme celui des « Tambourinaires », « L'arc de triomphe », « Les cascades » situés dans la commune de Port-Bouet ont été détruits. Il en est de même des « Mille générations » dans la commune du plateau, les monuments Boga Doudou, Gris Camille et Amadou Hampaté-Ba érigés dans la commune de Marcory, celui de la « Liberté » à Yopougon. Selon Obindé (), même si cela n'est pas avéré, il était courant d'entendre que les monuments détruits l'ont été dans les communes administrés par les maires du Front Populaires Ivoiriens.

<sup>10</sup> Il existe des lois et conventions sur la protection de monuments en Côte d'Ivoire. Exemple, la loi n° 87-806 du 28 juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel, en 1996, la loi 96-540 portant protection des œuvres du patrimoine culturel, en 2003 celle relative à la protection et la construction de monuments : loi n°2003-208 du 7 juillet 2003 portant transfert et répartition de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales. Dans les articles 1, 6, 16 et 21 de cette dernière loi, il est précisé que « la région, le district, le département, la ville et la commune sont chargés de construire de nouveaux monuments dans le cadre du devoir de mémoire, aménager et protéger les sites et les monuments notamment leur fonctionnement et l'entretien .Au-delà de cadre législatif, la Côte d'Ivoire a ratifié des conventions pour la protection de son patrimoine à savoir : la convention de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflits armés, la convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ratifiée le 13/07/2006), la convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité culturelle (ratifiée le 16/04/2007).

<sup>11</sup> L'Etat de Côte d'Ivoire s'est doté de deux structures techniques qui sont la Direction du Patrimoine Culturel (DPC), créée par le décret n° 78-128 du 16 février 1978 et l'Office Ivoirien du Patrimoine Culturel (OIPC) créé par le décret n° 2012-552 du 13 juin 2012.

<sup>12</sup> La statue de Djeni Kobenan dans la commune d'Adjamé fait partie des cas de monuments construits au cours de l'année 1997 et qui n'ont pas été détruits. Cet acteur symbolique est une figure emblématique de l'histoire de la création du Rassemblement Des Républicain (RDR), le parti au pouvoir. Il est membre fondateur de ce parti et en a été le premier secrétaire général.

<sup>13</sup> C'est surtout la série de monuments construits sous le régime du président déchu, Laurent Gbagbo

<sup>14</sup> Les éléphants dont les trompes se coupent (Port-Bouet), le monument des « Martyrs » (Adjamé), celui de la « liberté » (Yopougon), Mille Générations (plateau) sont inscrits dans cette catégorie.

A partir de cette série de destruction de monuments dits sélectionnés, depuis 2011, de nouvelles formes spatiales ont émergé dans la ville d'Abidjan, cela de façon plus ou moins radicale. Une telle mutation a été d'ailleurs provoquée sous le slogan de la ville émergente et incitée par la politique de Programme Présidentiel d'Urgence (PPU). Or, telles qu'organisées et comparées à la logique des monuments édifiés dans la ville entre 2002 et 2011, on peut convenir que l'affirmation suit est socialement et politiquement fondée : les transformations spatiales conséquentes à la création et à la destruction de monuments d'art dans la ville d'Abidjan n'ont qu'introduit la gestion de cette dernière dans un type de réalité structurant où sont produites, autant de systèmes d'idéologiques, d'enjeux et de significations contradictoires. En d'autres termes, les manières de faire, d'agir et de penser associées aux monuments créés, détruits ou encore présents, loin d'être limitées à la simple fonction de décoration de la ville ou de leur élimination de ce circuit, contribuent toujours à construire, déconstruire et reconstruire le rapport de certaines<sup>15</sup> catégories sociales spécifiques à l'Etat.

Partant donc de l'idée que les modifications politiques au sommet de l'Etat ont favorisées autant de fabrications que de transformations structurelles relatives à l'aménagement de la ville d'Abidjan, le rapport à ces monuments créés, détruits ou présents reste encore au fondement de nouvelles pratiques urbaines dont cette étude en propose un examen. A ce point, la question centrale de cet article est la suivante : quelles sont les logiques sociales générées par la création, le maintien et la destruction de monuments d'art dans la ville d'Abidjan ? De façon spécifique, l'étude répond au questionnement suit : quels sont les mécanismes idéologiques produits autour de la création, de la destruction et du maintien des monuments d'art de la ville d'Abidjan de 2003 à 2013 ? Au-delà de la fonction d'embellissement, comment le maintien et la destruction de ces monuments reproduisent ou pérennisent les luttes politiques locales ? Quelles sont les formes de relations suscitées autour de ces faits et les enjeux de gouvernance majeure qui en découlent ?

L'article repose sur des enquêtes de terrain ( Kouassi , 2015 ; Konan, 2015) menées au cours de l'année académique 2014-2015. Les données analysées ont été recueillies à partir d'entretiens semi-directifs auprès d'acteurs institutionnelles (agents de Mairie, de Ministères) et de personnes ressources<sup>16</sup> susceptibles de fournir les informations appropriées sur la

---

<sup>15</sup> Reference est faite aux militants de partis opposés à l'actuel régime au pouvoir depuis la fin de la crise post-électorale en 2011 c'est-à-dire le régime d'Allassane Ouattara.

<sup>16</sup> Les critères de militantisme, d'ancienneté sur les sites de monuments et la compétence à fournir un discours approprié sur l'existence et la destruction des monuments de la ville d'Abidjan ont été privilégiés. Pour ce faire, les participants à l'étude qui ont été retenus sont entre autres, la notabilité de village inséré dans la ville d'Abidjan, les commerçants installés sur ou à proximité des sites de monuments, les résidents de quartiers de monuments étudiés.

création, le maintien et la destruction desdits monuments. Cette sélection des participants à l'étude est essentiellement construite en fonction des différents objectifs spécifiques assignés à ces travaux et justifiée par les méthodes et techniques appropriées à l'approche qualitative (Pires, 1997 ; Chapoulie, 2000 ; Côté et Turgeon, 2002).

Un champ temporel conséquent a été défini en fonction de l'évolution de pratiques liées à la présence et à la destruction des monuments étudiés : 2003 à 2011, période de floraison de monuments dans la ville d'Abidjan ; 2011 à 2012, premières formes de destruction de monuments liées au contexte de crise postélectorale ; en 2013, secondes formes de destruction de monuments liées à la politique de rénovation et de reconstruction post crise. Aussi, un échantillon respectif de 12 et 15 interviewés a-t-il été obtenu par voie de saturation. Les principaux instruments de collecte de données ont été essentiellement le guide d'entretien et la grille d'observation (d'Arborio 2007). Les échanges ont essentiellement porté sur les thèmes suit : i) les idéologies associées au maintien ou la destruction de monuments d'art dans la ville d'Abidjan, ii) les systèmes de relations induits par ces mêmes pratiques et, ii) les enjeux qui y sont associés. La collecte des données a également mobilisé des données secondaires issues de recherches documentaires.

Respectivement, l'analyse compréhensive (Dayer et Charmillot , 2012) et de contenu thématique (Aktouf , 1987) des données collectées et retranscrites ont permis d'aboutir aux résultats présentés dans ce travail. Le corpus de d'informations recueillies a permis d'avoir les catégories analytiques ci- après : i) les monuments d'art au cours de la crise militaro politique de 2002 à 2011; ii) les monuments d'arts : de la fin de la crise militaro politique en 2011 à l'actuelle gouvernance urbaine ; iii) monuments d'arts, gouvernance et patrimoine urbain. L'objectif de l'étude est d'examiner les logiques sociales générées par le maintien et la destruction de monuments d'art dans la ville d'Abidjan.

### **1- Les monuments d'art au cours de la crise militaro politique de 2002 à 2011**

Dans la ville d'Abidjan, particulièrement sous le régime Gbagbo, on parle généralement de l'embellissement urbain comme s'il s'agissait d'une activité uniforme et indifférenciée. Au-delà de la figure familière que cette pratique a suscitée, on s'est progressivement intéressé à donner une image déformée de cette réalité qui ignore les différents soubassements de ce programme public. En tenant compte de ces évolutions récentes en matière d'embellissement de la ville, notamment depuis la période de la crise militaro- politique de 2002, force est ainsi de constater que l'occupation de l'espace public à cette fin n'est pas toujours anodine.

Avec les travaux réalisés, il ressort du corpus de données recueilli que la manière de penser l'embellissement urbain durant la crise militaro politique de 2002 à 2011 cache un double investissement : d'une part, un travail d'organisation et d'occupation de l'espace public par la tradition des fleurs ou espace vert et d'autre part, celui de faire ressortir une autre forme de pratique moins connue, laissant la place à la floraison de monuments d'art. Au cours de cette période, tout comme l'espace vert (Kassay Ngur-Ikone, 2010 ; Djouda Feudjio, 2010), les monuments sont d'abord édifiés et inscrits dans l'imaginaire populaire de la ville d'Abidjan comme un bien commun. Ils sont également présentés comme l'un des instruments favorable à la consolidation de l'identité de ladite ville comme une ville de référence dans la sous-région ouest africaine. Avec la promotion de la verdure, les monuments édifiés sont supposés renforcer son prestige vis-à-vis des autres capitales de la sous-région en question. Au plan national, l'innovation apportée par les monuments repose toute l'importance de la question de l'embellissement de la ville par de tels outils de références (Moritz, 2011 ; Kashanijou et al., 2012).

En tant que matériaux symboliques, leur édification et leur présence à divers points stratégiques de la ville ont été singulièrement assimilés à une forme d'investissement politique. De fait, ils sont non seulement perçus comme un moyen de propagande politique, mais aussi, une des conditions structurelles de renforcement des liens politiques avec les populations riveraines. Ce qui porte à croire que le régime Gbagbo a fait de la construction de ces monuments, une préoccupation majeure pour faciliter d'une part, le recrutement d'un électorat majeur acquis à sa cause et pour véhiculer d'autre part, l'idée qu'elle traduit symboliquement sa majorité politique. Ainsi, son approche et son implication privilégiant la mise en scène de l'embellissement urbain par les monuments d'art, loin d'être banal, favorisent des discours confus entre les attributions de l'Etat et celles des communes de la ville d'Abidjan en tant qu'entité décentralisée (Haeringer, 1972; Yapi-Diahou, 1990). Ce qui indique que l'intérêt porté à la présence de ces infrastructures a toujours paru populaire et accompagné de mythe ou de succès probants. Durant donc la décennie de la crise, les caractéristiques idéologique, démographique, structurel et même identitaire de la ville d'Abidjan ont été mises à l'épreuve des monuments afin de mettre en valeur un type d'enracinement politique.

Vu l'importance accordée à la dimension symbolique de ces infrastructures, on peut aussi affirmer qu'au cours de ladite période, l'aménagement de l'espace public au travers de ces monuments a été essentiellement fait sur la base d'identité politique communément assignée à



telle ou telle commune. Et, même si ces marques spatiales ne sont pas objectivement fondées, le but recherché est d'arriver à nommer les communes en question par le prétexte de la représentativité politique, de faits historiques qui leur sont propres ou encore, légitimer une image qui leur est localement associée. Transformée en ressources, cette façon de faire a été surtout mobilisée sous le régime Gbagbo afin de révéler la croyance d'un compromis tacite entre le politique et les institutions décentralisées de la ville d'Abidjan. Elle s'appuie, certes, sur les rivalités et les résistances politiques en cours, mais sa spécificité est de reconstruire la cohésion d'une ville supposée normativement désunie autour du politique par les instruments observables que sont les monuments.

En somme, parallèlement à l'évolution de la crise, l'édification de monuments a pour sens de travailler le lien idéologique à la ville, autant par les croyances et les mythes sur l'unité ou la cohésion urbaine que nationale. Il s'est donc agi, par leur couplage à l'identité de communes locales, de faire exister ces dernières dans les discours politiques quotidiens, leur donner une identité et une référence commune rappelant l'histoire dissimulée des raisons de la crise. Il en va de même des histoires de contestation et la réalisation des projets de développement dudit régime malgré la pression de guerre (Leimdorfer et al., 2002 ; Leimdorfer, 2005). Parlant en effet de l'importance des monuments bâtis, cet enquêteur témoigne : « (...) *Le monument n'avait pas encore de nom, on y réfléchissait. Il a été bâti dans l'intention de magnifier les femmes du Front Populaire Ivoirien qui avait fait des marches pour réclamer la liberté et l'application de la démocratie après la proclamation des résultats des élections en 2000. Le nom qu'on allait lui donner est la Statue de la Liberté mais ce n'était pas encore officiel* » (Entretiens retranscrits, Konan, 2015).

« *le monument des martyrs a été construit pour rappeler un fait ayant marqué l'histoire socio-politique du pays. Pour on peut dire aussi magnifier les personnes mortes sous les balles des Français le 4 novembre 2004 devant l'hôtel Ivoire où c'était retranchée les éléments de l'armée Française qui était la force d'interposition entre les ex rebelles et les forces loyalistes d'alors. Des milliers de personnes particulièrement le mouvement de la jeunesse patriotique qui militait pour l'ex Président Laurent Gbagbo était sorti manifester, s'interposer entre les deux parties pour qu'on en finisse une fois pour toute avec cette crise. Ce jour-là il y a eu plusieurs morts...* » (Entretiens retranscrits, Konan, 2015).

Du point de vue des identités escomptées, il ressort spécifiquement des enquêtes qu'à Yopougon par exemple, « le monument de la liberté » est l'expression d'un peuple qui proclame sa joie et sa fierté en dépit de l'oppression d'une guerre qu'il subit. Selon les récits couramment



véhiculés sur ce monument, il a été érigé en l'honneur de femmes militantes du Front Populaire Ivoirien (FPI). Celles-ci s'étaient impliquées dans les marches de protestation au cours de l'année 2000 pour réclamer liberté et démocratie suite à la confiscation des résultats des élections (Konan, entretien retranscrit 2015). Symbole de changement social, il est perçu comme étant en phase avec les aspirations de l'électorat du régime Gbagbo au sein de cette commune. Il est donc le signe que la commune susmentionnée est acquise à ce parti politique, d'où l'idée de son appellation de « bastion du FPI » (Zinsou, 2015).



**Photo 1 :** La « statue de la Liberté » au carrefour Siporex (commune de Yopougon). L'un des monuments bâti sous le régime Gbagbo.

Outil de différenciation ou instrument de distinction entre les quartiers qui les abritent, les enquêtes ont contribuées à démontrer que par la présence de ces monuments, tout porte à croire que l'aménagement de l'espace abidjanais est produit et reproduit bien d'un point de vue politique qu'institutionnel. Il porte ainsi les marques idéologiques et les empreintes de rapports politiques (Guérin-Pace, 2006). Comme la recherche empirique l'a montré, les sites sur lesquels les monuments sont construits, le groupe ciblé, l'image qu'on se fait de telle ou telle commune ont été alors rapporté aux relations politiques à l'œuvre dans le pays. De même, le sens donné à ces sites de monuments, les quartiers dans lesquels ces derniers ont été investis, leur mobilisation comme référent identitaire ont contribué à influencer, réguler et limiter les frontières et les appartenances politiques. L'aménagement politique de l'espace public par les monuments a donc été structuré de sorte à établir un rapport sociologique entre

la souveraineté du régime au pouvoir, la pacification<sup>17</sup> des relations intérieures avec les autres parties politiques, même sachant qu'ils sont de l'opposition, et le déplacement de la belligérance avec les entités extérieures plus ou moins connues (Crowley, 2001).

Dans cette perspective, il ressort aussi du corpus recueilli que, l'analyse comparée des monuments édifiés au cours de la période de crise révèle qu'ils ont été stratégiquement construits de sorte à favoriser un type de reproduction sociale. En ce sens, six catégories de monuments ont été identifiées : i) les monuments traduisant les formes de rapports politiques, ii) les monuments exprimant les volontés idéalisées, iii) les monuments dont la position et/ou la distribution géographique sont assimilées à un point de force dans la commune où ils sont implantés, iv) les monuments traduisant le rapport à la jeunesse, v) les monuments traduisant le rapport à la culture et vi) les monuments traduisant le rapport aux leaders politiques de premier rang. Ils sont tous promus sous l'idéologie du nationalisme. Derrière donc la gouvernance apparente de la ville d'Abidjan, l'on doit comprendre les non-dits véhiculés à travers l'édification de monuments, l'enracinement d'une nouvelle modernité politique, les enjeux de légitimation de la cohésion urbaine autour du régime en guerre. Par cette procédure, celui-ci entend manifester son refus des jugements défavorables qu'il subit aussi bien par les stéréotypes produits de l'intérieur qu'à l'extérieur du pays en faisant de la ville sa base électorale (Le Pape, 2003 ; Bouquet et Kassi-Djodjo 2012).

Au cours donc de la crise militaro politique de 2002 à 2011, la série de monuments construits n'a pas été détachée de la vie politique et cette considération est particulièrement passée sous silence. Le discours de l'embellissement urbain a de fait supplanté celui de l'appropriation de l'espace politique d'Abidjan. Pourtant, en arrière-plan de la fonction de récompense ou d'hommage à des figures emblématiques de la scène politique par exemple, les discours produits sur les monuments édifiés sous le régime Gbagbo sont restés partager. Ainsi, tout en traduisant de façon souterraine le climat social de la ville d'Abidjan au cours de cette période de crise, la relation au monument est marqué par les formes de domination et de légitimation d'identité politique. La présence de ces infrastructures bâties n'a donc pas été déconnectée des rivalités et des passions générées entre partis politiques.

## **2- Les monuments d'arts : de la fin de la crise militaro politique en 2011 à l'actuelle gouvernance de la ville d'Abidjan**

---

<sup>17</sup> Sur ce fait, la politique d'édification de monuments sous le régime Gbagbo est présentée comme étant la continuité de celle des régimes passés qui ont aussi édifiés des monuments de différentes natures dans la ville d'Abidjan. Le maintien de ceux relatifs à des figures emblématiques de la scène politique, même étant d'un autre parti politique est présenté comme signe de réconciliation et de dialogue politique.

A la fin de la crise militaro politique en 2011, commence une autre forme de gouvernance urbaine toujours en rapport avec les monuments. Sous ce rapport, défaire la ville du capital de monuments édifiés sous le régime Gbagbo ne passe pas inaperçu. Au nom du Programme Présidentiel d'Urgence (PPU) et du Programme National de Développement, une nouvelle politique d'embellissement de la ville est proposée avec des paramètres d'aménagement<sup>18</sup> différent de ceux amorcés par le pouvoir sortant. Dans la mise en œuvre de cette politique, les monuments édifiés sous le régime Gbagbo n'ont pas « bonne » réputation. Ils sont décrits comme n'ayant pas de valeur esthétique et pour ce faire rasés. Aussi, pour démontrer le bien-fondé des arguments avancés pour leur destruction, tout un système de stéréotypes et de réglementations autre que celui défendu par ledit régime est organisé autour desdits monuments.

Intégrant aussi les monuments édifiés au cours de l'année 1997, c'est-à dire n'ayant pas été construit par le régime sortant, ce système n'a fait que voiler les politiques d'inclusion et d'exclusion derrière lesquelles se manifestent deux logiques complémentaires : l'une procédant de la volonté de protéger un espace politique conquis, l'autre, de renverser une identité politique jusque-là inculquée aux populations riveraines. Loin d'être contradictoire avec la perpétuation de la rivalité politique, ces deux logiques obéissent réciproquement à celle d'un changement politique à base d'innovations radicales. Elles sont ventilées de sorte à mettre en évidence le fait que la présence de l'ensemble de ces monuments n'est pas aussi anodine comme ce régime voulait le faire croire. Ce qui reste d'ailleurs, le principal argument par lequel la fonction d'embellissement urbain qu'on leur conférait est contestée.

D'une manière générale, la destruction de monuments par le régime Ouattara prend toute une diversité de sens. Elle est d'une part, orientée de façon à montrer que l'aménagement de la ville d'Abidjan sous la crise militaro politique est un échec. Bien également, elle permet d'autre part, de remettre en cause la structure politique de la ville se rapportant à cette période, notamment par les monuments bâtis. Au-delà donc des transformations spatiales suscitées par la présence historique et la destruction de ces derniers, dans ce contexte post-crise, les luttes politiques qu'ils incarnent n'ont fait qu'être confirmées. Le principe de sélection, qui répond à un souci général de distinction sur les plans social et politique n'a que contribué à faire émerger les processus de marginalisation fabriquées suite à cette transformation politique.

---

<sup>18</sup>La destruction de monuments en 2013 a été aussi justifiée par la mise en marche de la politique de réhabilitation et de rénovation d'infrastructures routières en milieu urbain, notamment dans la ville d'Abidjan.

En prenant appui sur les correspondances établies, on peut en effet expliquer tout un ensemble de configurations spatiales anciennes ou récentes mais, peu expliquées. Comme le montre les données des enquêtes réalisées, le récit de la présence ou de la conservation de monuments édifiés sous le régime Gbagbo est devenue l'une des bases matérielles pour cerner la radicalisation des rivalités politiques au plan national. Il se veut aussi le principal déterminant observable de la rupture, la reconstitution des hiérarchies, de la solidarité et de la clientèle politique en milieu abidjanais. Il permet en outre d'éclairer, non seulement l'histoire du champ politique depuis l'avènement de la guerre en 2002, mais aussi, l'histoire des identités conjoncturelles de la ville d'Abidjan et de son aménagement relatif à ce même champ. Les positions de partis dominants ou dominés, les luttes de repositionnement identitaire ou la reconstruction des hiérarchies politiques y sont dévoilées.

Au demeurant, avec la destruction de monuments et les processus de différenciation identitaires à l'œuvre, la ville est idéologiquement et matériellement reconstruite comme devant être le reflet de la domination symbolique du parti au pouvoir. Pour la restructurer, les sites stratégiquement occupés par lesdits monuments, le rapport stratégique de l'un ou l'autre à telle ou telle commune abritant ces monuments, leurs mobilisation en tant qu'outils révélateurs d'identités politiques sont déconstruits et reconstruits. En plus de tous ces corollaires de marginalité sociale, le réaménagement politique de l'espace urbain abidjanais a aussi débouché sur la production de stigmates particuliers. On peut les comprendre comme une volonté de conduire au déclin ou à la disgrâce, de fragilisation de pouvoir ou encore d'effacement symbolique d'identité politique au travers des monuments détruits. Pour les enquêtés, ils ne traduisent rien qu'une autre forme de reproduction de la violence dans le champ politique ivoirien (Vidal, 2008).

Les propos de cet enquêté montre le lien entre les rivalités politiques et les logiques de destruction de monuments dites partisanses : « (...) Laurent Gbagbo avait fait de grosses statues et quand il a quitté le pouvoir, on dit c'est un plaisantin et on les détruit... » ; « (...) la statue a été créée par un parti qu'on ne voulait plus voir en place donc quand les forces fidèles au nouveau pouvoir sont rentrées à Abidjan, ils avaient comme soucis de nettoyer la ville de tout ce que l'ancien pouvoir avait laissé comme trace ... » (Entretiens retranscrits, Konan, 2015).

En outre, les principales raisons évoquées pour la destruction de la série de monuments construits sous le régime Gbagbo sont essentiellement d'ordre technique, mythique et identitaire. Concernant les raisons d'ordre technique par exemple, certains de ces monuments

sont perçus comme n'étant pas favorables à la fluidité routière ou n'en respectant pas les normes (Obindé, 2010 ; Kouadio, 2011). Selon les tenants de cette conception, leur présence est source d'anarchie, de désordre urbain. Vu sous cet angle, ils sont même l'objet de débats médiatisés révélant plusieurs points de vue controversés. Ce sont entre autre, l'absence de consensus autour de leur création, les débats passionnés associés à leur destruction, notamment entre experts en architecture urbaine, élus locaux et techniciens des infrastructures. Les monuments<sup>19</sup> logés dans cette catégorie de destruction sont identifiés comme des infrastructures de non droit. Autrement dit, ils n'ont pas droit d'avoir été bâtis sur les sites où l'on les retrouvait. Certains enquêtés le pensent, comme celui-ci qui affirme : « *la construction de la statue de la liberté devait répondre aux problèmes de circulation à ce carrefour. Pourtant certaines informations nous seraient parvenues de façon informelle ; et ces informations disaient que la statue était plutôt source d'embouteillages qui ne finissaient pas. Aussi dans une autre information on mentionnait également que la statue avait été construite sur des canaux d'évacuations et de drainages. Ces informations reçues sous formes de rumeurs pourraient entre autres être les raisons de la démolition de la statue de la liberté* » (Entretiens retranscrits, Konan, 2015).

S'agissant des raisons d'ordre mythique, Il ressort du corpus de données que l'un des aspects de la chute du régime Gbagbo passe par la destruction des acquis liés à son identité, puisque, « bien implanté » au plan symbolique dans la ville d'Abidjan (Galy, 2005). A ce point, les résultats des enquêtes montrent que la destruction de monument a été organisée pour protester contre l'enracinement de l'identité dudit régime. La lutte en faveur de l'effacement de cette identité, la façon dont elle a été distinguée et ces modalités de mise en œuvre ont été appréhendées comme la manifestation de l'autoritarisme du régime Ouattara. C'est par le prolongement de cette lutte que la croyance selon laquelle les monuments bâtis par le régime sortant incarnent son pouvoir a été diffusée (Adédé, 2011 ; Djidji, 2011 ; Gbamnan, 2011 ; Kouadio, 2011 ; Diomandé, 2013). Au nom d'une telle croyance, le régime Ouattara renforcent le contrôle et la surveillance de la structure spatiale et politique de la ville par son réaménagement. Ce qui est illustré dans ces témoignages : « (...) *les monuments construits sous l'ère du FPI ont subis les rumeurs de crise. Ces rumeurs conféraient aux monuments des forces mystiques. On racontait par exemple (...) ces monument étaient imprégnés de pouvoirs qui devaient envouter la population de sorte à ce qu'elle ne puisse pas aller contre les décisions prises par le gouvernant Gbagbo (...).* A Yopougon par exemple, on disait qu'il y

<sup>19</sup> A ce propos, les enquêtés parlent des monuments suivants : la « statue de la liberté » (Yopougon), la « dame aux rameaux » (Cocody-Angré) et la « statue du pêcheur Atchan » (Adjamé).

*avait, sous la statue de la liberté sise au carrefour Siporex, des bébés enterrés vivants pour faire le règne Gbagbo. Alors pour que le nouveau Président Alassane Ouattara puisse diriger aisément le pays, il fallait détruire ces monuments » (Entretiens retranscrits, Konan, 2015).*

*« On disait que les monuments construits par le régime Gbagbo étaient dotés de forces maléfiques et que sous ses monuments avait été fait des sacrifices humains. Il fallait donc les détruire pour ne pas que ces esprits maléfiques agissent sur le nouveau gouvernement. (Entretiens retranscrits, Konan, 2015).*

A l'analyse, la croyance d'ordre mythique n'a fait que reconduire sous la forme idéologique, la radicalisation et la rupture des liens politiques entre les partis belligérants de la crise post-électorale. D'après les résultats obtenus, c'est par elle les partisans du régime Gbagbo réinterprètent essentiellement les faits de destruction de monuments qui remettent en cause la présomption « absolue » de rénovation urbaine. Ces derniers dénoncent en ce sens un acharnement politique qu'il sous désigne sous l'expression de « justice des vainqueurs de la guerre ». Ces résultats démontrent aussi deux types d'enjeux liés à la présence et à la destruction des monuments dans la ville d'Abidjan. Il s'agit d'une part, d'un enjeu social qui consisterait à promouvoir une identification collective passant par les pratiques suscitées autour desdits monuments et d'autre part, d'un enjeu de reconnaissance. Cet enjeu concerne l'investissement en ressources matérielles et économiques qui contribuerait au développement du village et plus encore à l'accès au statut de membres du village. Instrumentalisée donc à des fins identitaires, ces pratiques contribuent à surdéterminer un usage conjoncturel qui leur confère une spécificité propre à la concurrence politique au plan national.

Les raisons d'ordre identitaire ne sont pas détachées des deux précédentes. Elles sont fondées sur une approche analogue à celle employée au cours de la période de crise par le régime Gbagbo pour recruter et fidéliser son électorat. Dans cette perspective, les données des enquêtes permettent de dévoiler que la destruction de monuments a été mobilisée pour masquer les certitudes sur la nature, les fonctions et la signification esthétique qu'on pourrait associer à ces derniers. A l'instar de l'édification des monuments sous le régime Gbagbo, leur destruction depuis 2011 cache aussi les formes de domination politique et de légitimation du parti actuellement au pouvoir. Si la pratique de destruction est la symbolique du rejet d'une identité collective dominante formée sous le régime passé, inversement, elle est affichée dans la reconstruction d'après-guerre comme le pilier de la construction d'une autre identité collective dominante en train de s'enraciner. Le plus important est de marquer politiquement à nouveau l'espace abidjanaise par l'identité du parti au pouvoir (Diomandé, 2011).





**Photo 2 :** Stèle du Boulevard Allasane Ouattara



**Photos 3 :** Le site sur lequel a été bâti la « Statue de la liberté » est devenu le rond Point du boulevard Allasane Ouattara. Il est aussi mobilisé pour les finalités publicitaires.

Egalement présentée comme une réforme urbaine partisane, la destruction de monuments bâtis sous le régime Gbagbo est interprétée par les militants du parti dont il est issu comme une pratiques de contre-pouvoir. Pour eux, elle n'est que destinée qu'à remettre en cause l'expertise du régime passé en matière d'aménagement urbain. Ces principaux objectifs ne sont donc que l'effacement des marques de l'identité spatiale associées au régime passé, le refus de référents locaux ou nationaux produits par ce dernier. En dépit du fait que la crise postélectorale a significativement fragilisé la cohésion urbaine, l'attachement à de telles représentations n'a que renforcé l'enfermement dans des discours et des pratiques qui ne parviennent pas à rapprocher les partis rivaux de la crise post-électorale. Dans le processus de réconciliation nationale, celui ayant perdu les élections, ne se sent plus symboliquement représentés sur l'espace urbain et prétend être victime du système d'aménagement spatial mis en place par le régime au pouvoir. Consciente alors des limitations imposées par ce régime à



travers la destruction des monuments sous la gouvernance de leur parti, les militants s'appuient sur cette réalité pour justifier leur refus de s'impliquer dans l'actuelle participation politique (Bouquet et Kassi-Djodjo, 2014) .

Ces significations ont une emprise dévalorisante sur la transmission des monuments comme un héritage pour la ville. Elles montrent que ces instruments n'ont pas été dépersonnalisés, les conflits politiques transférés et reproduits à travers ceux-ci. Dans ce contexte de ville émergente, le processus de destruction de monument a davantage conduit à des rapports de méfiance entre ces partis rivaux.

### **3-Monuments d'arts, gouvernance et patrimoine urbain**

Compte tenu des divergences d'opinions issues des données recueillies, on peut affirmer que la relation aux monuments a généré deux types de gouvernance de la ville d'Abidjan : une tendance de gouvernance liée d'une part à la valorisation de monuments de par leur construction et d'autre part, celle liée à leur rejet de par leur destruction. Et, loin d'être isolés, ces tendances participent à la connaissance d'un modèle de ville où se pose le problème de la conservation du patrimoine urbain.

En outre, il résulte de ces deux initiatives de gouvernance, deux types de structures urbaines en apparence opposés, mais similaires. Le premier est un mode valorisation et de promotion de monuments. Elle débouche sur la mise en place d'un modèle de ville créatrice de valeur patrimoniale. Examinée sous la perspective organisationnelle, la relation aux monuments créés renseigne sur des figures emblématiques de la scène politique ivoirienne, l'hommage à des « martyrs », les représentations symboliques liées à l'histoire culturelle, politique et administrative du pays. Le but reste de construire, par la création de monuments, le lien entre l'identité de la ville et son histoire supposée être encadrée dans la réalité socio-politique locale que nationale. Au plan institutionnel, la nature des monuments créés permet d'établir le lien entre les pratiques dites nationalistes et celles menées en vue de la cohésion urbaine. Ces deux éléments de gouvernance susmentionnés sont d'ailleurs mobilisés et promus comme participant à la production de l'ordre urbain dans le contexte de guerre. C'est par ces derniers que lesdits monuments ont été politiquement mis en valeur comme patrimoine culturel de la ville d'Abidjan et acceptés comme tel.

La seconde initiative renvoie davantage à une gouvernance de type conflictuel autour des monuments. Ainsi appréhendée, elle semble ne pas avoir de sens. Mais, parce que la destruction de monuments bâtis n'est pas détachée de la concurrence politique entre partis

protagonistes de l'élection présidentielle, de la disparition progressive des compromis socio-politiques, l'imaginaire populaire de la ville reste partagée sur le sens à donner à ce type de gouvernance. Aussi, pour récapituler sur ce résultat, on peut dire que les ressources politiques mobilisées par les enquêtés pour mettre en évidence les caractéristiques de cette gouvernance conflictuelles s'étendent aux facteurs suivants : l'histoire locale et/ ou nationale des légitimités politiques, les querelles de leaders de partis politique pour l'accès au pouvoir, la décomposition de la citoyenneté urbaine liées à la construction de nouvelles configurations spatiales (Hugon, 2003). Prenant alors appui sur les données collectées, on peut ainsi déclarer qu'en arrière-plan de la volonté de réconciliation à la fin de la crise postélectorale, se conjuguent les attentes paradoxales de militants politiques, les uns attachés à une réforme urbaine orientée vers la conservation desdites infrastructures et les autres revendiquant la neutralisation de ces symboles de l'aménagement urbain sous le régime déchu.

Pour les militants du FPI, la réforme urbaine s'est transformée en une politique de réaménagement spatiale dressée contre les référents identitaires de l'ancien parti au pouvoir. L'urgence à lutter contre ces monuments ou à les détruire apparaît comme si le parti au pouvoir est confronté à une crise de légitimité et tente obligatoirement de reconstruire une identité collective à son profit. Si leur destruction est synonyme d'étouffer l'identité du régime déchu, au-delà de ce fait, il s'agit de mettre en échec la transmission d'un héritage de monuments naissant et la fragilisation des processus de solidarité anciennement véhiculé à travers ces derniers. Ce refus de les conserver ne contribue alors point à sceller les tentatives de réconciliation à l'œuvre dans la ville d'Abidjan mais plutôt les détériore.

Pour les militants du RDR, tout se passe comme si les attentes et les intérêts contradictoires relatifs à la destruction de monuments venant des militants précités sont banalisés. Même si cette manière de faire a un effet patent sur la cohésion urbaine, elle est inversement mobilisée pour rechercher et promouvoir de nouvelles solidarités urbaines. Ces dernières sont fabriquées à l'encontre des représentations populaires permanentes développées sous la période de guerre. Ainsi de la promotion du nationalisme, on passe à l'idée de la lutte contre les formes d'incitation à la « haine et à la xénophobie » motivées par la destruction des monuments en question (Le Pape, 2003). Cela étant vécu comme un moyen de disqualification et différenciation sociale, les enquêtés traduisent ces faits et soulignent à partir de leurs observations empiriques qu'autant les monuments ont été mobilisés pour qualifier à une période donnée, autant ils sont aussi mobilisés pour disqualifier à une autre période. C'est pourquoi, le maintien du monument érigé en l'honneur de Djeni Kobenan, dans la commune

d'Adjamé est apprécié en ce sens : « *Adjamé ou Williams-ville est réputé être l'un des batillons du RDR. La statue Djeni Kobinan a été construite dans cette commune et ce quartier pour montrer que ce quartier est une base de ce parti politique (...) C'est la visibilité, l'existence du RDR qui est en jeu.* » (Entretiens retranscrits, Kouassi, 2015)

Dans la deuxième initiative de gouvernance dite conflictuelle, la destruction de monument renvoie à la déconstruction des résistances identitaires relatives à la chute du régime Gbagbo (Galy, 2005). Elle est mise en œuvre non seulement en minimisant les risques de fragilisation de la cohésion urbaine mais aussi, ceux induits par les conflits idéologiques persistants. De ce fait, en prenant appui sur les adversités générées autour de la destruction de monuments, la pression générée par réforme d'après crise n'a que contribué à remettre en question la dotation de la ville en monuments ainsi la politique d'aménagement urbaine initiée en ce sens. Partant, elle a renforcé les rivalités concurrentielles entre le parti au pouvoir et le régime sortant en opérant comme un champ où l'ordre urbain se renouvelle au niveau spatial. Il ressort pour ce faire du corpus de données que, dans ce contexte idéologique de plus en plus orienté vers et par les résultats de rupture socio-politique, la destruction de monuments cache les pratiques de négation d'identité et de sanction politique du régime au pouvoir.

L'un ou l'autre de ces paramètres de gouvernance est animé de logiques convergentes. Toutes deux, en effet, portent en elles une référence identitaire associée à la légitimation d'un ordre urbain référé au parti au pouvoir. Ils contribuent ainsi à défendre des habitus politiques différenciés, cela à travers la promotion et le rejet des infrastructures urbaines tels que les monuments. Ainsi, en prenant appui sur les conjonctures sociales liées à la présence et à la destruction de monuments, les deux paramètres de gouvernance qui les accompagnent dévoilent l'incertitude quant à leur transmission et conservation entre différentes générations de riverains. Bien plus, par ces mêmes conjonctures, on remarque que depuis l'année 2000, les transformations urbaines dans la ville d'Abidjan sont allées de pair avec l'évolution de diverses formes de rapports sociaux, des mécanismes de créations d'identité collectives particuliers (Le Gales, 1995).



**Photo 4 :** *Le monument Djéni Kobenan A Williamsville (Commune d'Adjamé). L'un des monuments bâti depuis 1998 Et qui n'a pas été détruit.*

**Photo 5 :** *Enseigne du monument Djéni Kobenan*

En conséquence, sur la base des enquêtes réalisées, il ressort que, la dynamique de cet espace urbanisé débouche sur un type d'uniformisation de la volonté de moderniser la ville et les intérêts particuliers de groupements politiques. De ces processus urbain, le premier reste plus en plus soumis au second à cause des pressions d'ordre politique. Du moins, parceque la politique publique de la ville a été assimilée à celle de leaders de parti politique au pouvoir, elle ne tend qu'à prendre l'allure de l'alternance politique provoquée.

Ce qui précède montre alors que, contrairement à la volonté de gérer lesdits monuments dans le sens du bien commun, leur présence et destruction ont été plutôt valorisés au profit d'intérêts partisans. Par le truchement de l'idéologie de la normalisation de la vie politique, la gouvernance autour des monuments entre 2003 et 2013 n'a plus ou moins favorisé que la dégradation significative de la cohésion urbaine.

## Conclusion

L'intérêt qualitatif et quantitatif de la présence ou non d'une série de monuments dans la ville d'Abidjan dépeint sur la façon dont la gouvernance de celle-ci se fait et se transforme. Inscrits dans les luttes politiques aussi bien au niveau local que national, la relation à ces monuments n'a fait que montrer la façon dont les régimes se succédant au pouvoir affirment leur autorité sur les sites stratégiques de la ville d'Abidjan. Par ce même intérêt, est aussi mise à la lumière, les impasses politiques par lesquelles les idées d'aménagement, de réforme et de rénovation urbaine contribuent à modifier à des moments précis son image.

C'est spécifiquement dans le prolongement de cette préoccupation que cette étude montre en effet, qu'une série de monuments bâtis depuis 1997, particulièrement ceux édifiés par le régime Gbagbo en période de crise a été détourné de sa fonction première d'embellissement pour être réintroduit dans les logiques politiques. Il s'en suit que, la perte du pouvoir par ledit régime a été l'occasion faire table rase de ce qu'il a apporté comme contribution en infrastructures de monuments à la ville. Dans ce sens, la présente étude est présentée comme un début d'éclairage sur la façon dont le politique a réussi à contrôler l'identité de la ville d'Abidjan. Cela, d'autant plus qu'il procède par l'appropriation et la nomination des espaces stratégiques où se dévoile symboliquement la transformation des identités collectives.

Cet article laisse entrevoir comment l'édification et la destruction de monuments, leur maintien ou conservation sont mobilisés comme ressources stratégiques pour le positionnement de parti politique au pouvoir. Tout en contribuant à montrer la manière dont l'identité de la ville se produit et se renouvelle à travers ces éléments structurants, il montre aussi ces derniers ne manquent d'être associées aux logiques de pouvoir et de sa remise en cause, de règne et de fin règne politique au plan national. En abordant également les monuments et leurs destructions comme des mécanismes de qualification et disqualification, de légitimation et de fragilisation de catégories politiques dans un contexte de changement social, il se veut la réponse à un ensemble de questions sociologiques relatif non seulement à la consolidation de la cohésion sociale, mais aussi de la citoyenneté urbaine.

Au lieu de l'embellissement urbain, les luttes politiques, la valorisation, la revendication et le mépris des monuments ont au contraire contribué à délaissé leur valeur patrimoniale dans l'ambiguïté. Ensemble, ces logiques n'ont fait que favoriser l'effacement de cette dernière au profit de la vulgarisation d'identités politiques. Alors, si l'on ne prend garde à cette évolution,

l'on risque de ruiner l'importance de tels instruments dans les politiques de conservation du patrimoine urbain local.



## Références bibliographiques

Adedé, S. (2011). Destruction de monuments de la ville d'Abidjan : Quand la superstition prend le pouvoir en Côte d'Ivoire. <https://aymard.wordpress.com/.../destruction-de-monuments-de-la-ville-d'abidjan-qua>.

Aktouf, O. (1987), Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations Une introduction à la démarche classique et une critique. (pp 213).[http://classiques.uqac.ca/contemporains/Aktouf\\_omar/metho\\_sc\\_soc\\_organisations/metho\\_sc\\_soc\\_org](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Aktouf_omar/metho_sc_soc_organisations/metho_sc_soc_org)

Arborio, A-M. (2007).L'observation directe en sociologie : quelques réflexions méthodologiques à propos de travaux de recherches sur le terrain hospitalier, In Recherche en soins infirmiers 3, N° 90. (PP 26-34) <http://www.cairn.info/revue-recherche-en-soins-infirmiers-2007-3-page-26.htm>

Bouquet, C. et Kassi-Djodjo, I. (2012). Les élections législatives en Côte d'Ivoire marquent-elles la sortie de crise ? In EchoGéo . <http://echogeo.revues.org/13017>

Bouquet, C. et Kassi-Djodjo, I. (2014a). « Déguerpir » pour reconquérir l'espace public à Abidjan. , In L'Espace Politique, numéro 22. <http://espacepolitique.revues.org/2963> ; DOI : 10.4000/espacepolitique.2963

Bouquet, C. et Kassi-Djodjo, I. (2014b). Les élections locales 2013 en Côte d'Ivoire : des malentendus subsistent sur l'exercice de la démocratie. In EchoGéo <http://echogeo.revues.org/13697>

Chapoulie, J-M. (2000). Le travail de terrain, l'observation des actions et des interactions, et la sociologie. In: Sociétés contemporaines N°40. (pp 5-27) [http://www.persee.fr/doc/socco\\_1150-1944\\_2000\\_num\\_40\\_1\\_1811](http://www.persee.fr/doc/socco_1150-1944_2000_num_40_1_1811)

Coté, L. et Turgeon, J. (2002), Comment lire de façon critique les articles de recherche qualitative en médecine. In Pédagogie médicale, Volume 3, Numéro 2. (pp 81-90). [www.uqtr.quebec.ca/metho-lcs/DOC/grille\\_cote-turgeon.pdf](http://www.uqtr.quebec.ca/metho-lcs/DOC/grille_cote-turgeon.pdf)

Crowley, J. (2001). Pacifications et réconciliations. Quelques réflexions sur les transitions immorales, In Cultures & Conflits /41 | (pp 75-98) <http://conflits.revues.org/399>

Dayer, C. et Charmillot, M. (2012), La démarche compréhensive comme moyen de construire une identité de la recherche dans les institutions de formation. In Formation et pratiques d'enseignement en questions, n° 14. (Pp 163-176) [http://www.revuedeshep.ch/sitefpeq/Site\\_FPEQ/14\\_files/11\\_dayer.pdf](http://www.revuedeshep.ch/sitefpeq/Site_FPEQ/14_files/11_dayer.pdf)

Djidji, Y. (2011).Destruction des monuments du régime Gbagbo: quel enjeu? . [yehnidjidji.blogspot.com/2011/05/destruction-des-monuments-du-regime.html](http://yehnidjidji.blogspot.com/2011/05/destruction-des-monuments-du-regime.html)

Djouda Feudjio, Y B. (2010). Comprendre autrement la ville africaine. In les "Actes" de l'XIème Congrès N-AERUS, Urban knowledge in cities of the south. (Pp341-350) [http://n-aerus.net/web/sat/workshops/2010/pdf/PAPER\\_bertrand\\_y.pdf](http://n-aerus.net/web/sat/workshops/2010/pdf/PAPER_bertrand_y.pdf)

Diomandé, G. (2013). Pourquoi nous avons détruit tous les monuments bâtis sous Gbagbo. <http://re.ivoire-blog.com/archive/2015/04/06/pourquoi-nous-avons-detruit-tous-les-monuments-batis-sous-g-458921.html>



Galy, M. (2005). Qui gouverne la Côte-d'Ivoire ? Internalisation et internationalisation d'une crise politico-militaire. In *Politique étrangère* /4. (pp 793-807). <http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2005-4-page-793.htm>

Gbamnan, D. (2011). Armes aux miliciens de Yopougon et ossements humains sous le monument de la liberté à Sipoex - Le maire Gbamnan Djidan Félicien se défend : "Je ne sais pas où on achète des armes. Je n'ai jamais manipulé un cadavre. <http://news.abidjan.net/h/397464.html>.

Gnabeli, R. (2002). Lutte politiques et reconstruction des identités collectives en Côte d'Ivoire (1990-2001), *Journal des Anthropologues* n°88-89, Paris. (161-184)

Gnamba, Y. (2014). Rétrospective de l'aménagement du territoire en Côte d'Ivoire: le cas d'Abidjan. In *Revue canadienne de géographie tropicale/Canadian journal of tropical geography*. ( pp 36-48). <http://www3.laurentian.ca/rcgt-cjtg/volume1-numero1/retrospective-de-lamenagement-du-territoire-en-cote-divoire-le-cas-dabidjan/>

Guérin-Pace, F. (2006). Lieux habités, lieux investis : le lien au territoire, une composante identitaire ?, *Economie et Statistique*, n°393-394. (Pp 101-114). [http://www.insee.fr/fr/ffc/docs\\_ffc/es393-394g.pdf](http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/es393-394g.pdf)

Haeringer, Ph. (1972). La dynamique de l'espace urbain en Afrique noire et à Madagascar : problèmes de politique urbaine. In *La croissance urbaine en Afrique et Madagascar*, n° 359. (PP 177-188). [http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/pleins\\_textes\\_5/b\\_fdi\\_04-05/05646.pdf](http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_5/b_fdi_04-05/05646.pdf)

Haeringer, Ph. (1985). Vingt-cinq ans de politique urbaine à Abidjan ou la tentation de l'urbanisme intégral. In *Politique africaine*, n°17. (pp20-40). <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/017020.pdf>

Hugon, P. (2003). La Côte d'Ivoire : plusieurs lectures pour une crise annoncée. In *Afrique contemporaine* /2 n° 206. (pp 105-127) <http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2003-2-page-105.htm>

Kassay Ngur-Ikone, J. (2010). La politique publique de la gestion des espaces verts par l'hôtel de ville de Kinshasa. In *Afrique et Développement*, Vol. XXXV, No. 3. ( pp13-46) [http://www.codesria.org/IMG/pdf/2\\_J\\_Kassay.pdf?2546/bba250c49a4575b0e167606c270c7e96bd31ca82](http://www.codesria.org/IMG/pdf/2_J_Kassay.pdf?2546/bba250c49a4575b0e167606c270c7e96bd31ca82).

Khashayar, K. (2012). Les théories de l'espace public urbain: une lecture iranienne. In *ESO*, Numéro 34. [http://eso.cnrs.fr/\\_attachments/n-34-decembre-2012-travaux-et-documents/Kashanijou\\_Dargahi\\_Malel](http://eso.cnrs.fr/_attachments/n-34-decembre-2012-travaux-et-documents/Kashanijou_Dargahi_Malel)

Konan, D. (2015), Rénovation urbaine et destruction des monuments d'arts dans la ville d'Abidjan : cas du monument des martyrs à Adjamé et de la statue de la liberté à Yopougon. Mémoire de Master 1. (1-61) Institut d'Ethno-sociologie, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan

Kouadio, C. (2011). Abidjan: les carrefours et les voies débarrassés des monuments. [secoolio.over-blog.com/article-abidjan-les-carrefours-et-les-voies-debarrasses-des-mo](http://secoolio.over-blog.com/article-abidjan-les-carrefours-et-les-voies-debarrasses-des-mo)

Kouassi, N'G. (2015), Production et reproduction de l'identité collective en milieu urbain à travers les monuments d'arts : cas des statues Djeni Kobenan à Williamsville et Akwaba à Port-Bouet. Mémoire de Master 1. ( pp 1-71). Institut d'Ethno-sociologie, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan

- Le Gales, P. (1995). Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine. In *Revue française de science politique*, 45<sup>e</sup> année, n°1. (pp 57-95) [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp\\_00352950\\_1995\\_num\\_45\\_1\\_403502](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_00352950_1995_num_45_1_403502)
- Le Pape, M. (2003). Les politiques d'affrontement en Côte d'Ivoire 1999-2003. In *Afrique contemporaine* /2 n° 206. (pp 29-39). <http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2003-2-page-29.htm>
- Leimdorfer, F., Couret, D. et als, (2002). Nommer les quartiers d'Abidjan. In TOPALOV C. (dir.), *Les divisions de la ville*. (pp 313-346) [http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/divers14-05/010061604.pdf](http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers14-05/010061604.pdf)
- Leimdorfer, F. (2005). Des villes, des mots, des discours, In *Langage et société* / 4 n° 114. (129-146). [www.cairn.info/revue-langage-et-societe-2005-4-page-129.htm](http://www.cairn.info/revue-langage-et-societe-2005-4-page-129.htm)
- MCC, (2014). La législation sur le patrimoine culturel immatériel en Côte d'Ivoire. <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Patrimoine-culturel-immateriel/Legisla>.
- Moritz, B. (2011). Concevoir et aménager les espaces publics à Bruxelles. In *Brussels Studies*, Numéro 50. (pp 1-16) <http://www.brusselsstudies.be/medias/publications/BruS50FR.pdf>
- Obindé, M C. (2010). Ces monuments qui obstruent le passage
- Pires, A. (1997), Échantillonnage et recherche qualitative: essai théorique et méthodologique. (pp 1-88) [http://classiques.uqac.ca/contemporains/pires\\_alvaro/echantillonnage\\_recherche\\_qualitative/echantillon](http://classiques.uqac.ca/contemporains/pires_alvaro/echantillonnage_recherche_qualitative/echantillon)
- Sanséau, P.-Y. (2005). Les récits de vie comme stratégie d'accès au réel en sciences de gestion: pertinence, positionnement et perspectives d'analyse. *Recherches Qualitatives*. (pp 33-57) [http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/edition\\_reguliere/numero25\(2\)/ysanseau.pdf](http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/edition_reguliere/numero25(2)/ysanseau.pdf)
- Steck, JF. (2005). Abidjan et le Plateau : quels modèles urbains pour la vitrine du « miracle » ivoirien ? *Géocarrefour*: Vol. 80, N°. 3. (pp 215-226) <https://geocarrefour.revues.org/1200>
- UNESCO, (2012), *Rapport* sur la mise en œuvre de la Convention et sur l'état des éléments qui ont été inscrits sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. (pp 1-25) <http://www.unesco.org/culture/ich/doc/download.php?versionID=22457>
- Vidal, C. (2008). La brutalisation du champ politique ivoirien, 1990-2003. In Ouédraogo J.B. (dir.), Sall E. (dir.) *Frontière de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*. Dakar : CODESRIA. (pp 169-181) <https://www.codesria.org/IMG/pdf/8-cotedivoire.pdf?2483/31ebebcaf65abfc7ec2ad9f254a07028dd132bda>
- Yapi-Diahou, A. (1990). L'Etat et les municipalités en Côte d'Ivoire : un jeu de cache-cache ? *Politique Africaine*, n° 40. (Pp 51- 59). <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/040051.pdf>
- Zinsou, E. (2015). Représentations sociales de la réconciliation nationale par les ivoiriens. In *Penser la réconciliation pour panser la Cote d'Ivoire*. ( pp 21- 52) L'Harmattan